



Chefs d'Etat haïtiens

Antoine Simon (1908-1911)

Présentation

20e chef d'Etat :

Décembre 1908 - Août 1911

Durée du mandat :

2 ans 7 mois

Age à l'investiture :

64 ans

Événements majeurs :

Arrivée en Haïti de la première automobile (1909)

Emprunt de 65 millions de Francs (1910)

Electrification de Port-au-Prince et du Cap (1910)

Création de la Banque nationale de la République d'Haïti (1910)

Mise en place d'un nouveau Wharf à Port-au-Prince (1911).

Le profil personnel

Militaire de carrière, Antoine Simon a connu l'épreuve du feu dans les combats autour de Jérémie révoltée contre Salomon dans les rangs de Fontanges Chevallier, commandant du département du Sud. Colonel en 1867, il est général de division en 1881, et commande successivement les places puis les arrondissements de Jérémie et des Cayes. A son arrivée à la présidence, il est propriétaire de plusieurs habitations dans la plaine des Cayes dont il a été le chef militaire pendant plus de vingt ans.

N'ayant fait que ses classes primaires, il maîtrise plutôt bien le français mais on lui prête de nombreux et involontaires bons mots. Il a une réputation établie de "papa-loi", c'est-à-dire de houngan, et on raconte diverses anecdotes de son bouc sacré, Simalo. Sa fille Célestina jouait un rôle religieux important auprès de lui.

Le ministre de France en Haïti, Pierre Carteron, le décrit comme un homme de taille moyenne, d'environ 75 ans, au "visage foncé entouré d'une barbe grisonnante, à physiologie plutôt sympathique... plutôt doux et pacifique, en même temps assez rusé".

L'accession au pouvoir

Alors que les favoris à la succession d'Alexis Nord, Cyriaque Célestin, ministre de la Guerre, et Turenne Jean-Gilles, délégué du gouvernement dans le Nord, se retirent de la compétition, Antoine Simon, délégué du gouvernement en révolte, entre, le 5 décembre 1908, à Port-au-Prince par la Grand-rue où il est accueilli par un Comité d'Ordre Public ; un magnificat est chanté à la cathédrale. Les hommes du Sud prennent sans combat tous les postes militaires de la capitale occupés par les partisans de Firmin commandés par Edmond Polynice. Firmin arrivera trop tard et ne pourra empêcher Simon, qui a été proclamé chef du pouvoir exécutif le 6 décembre par ses troupes, qui occupe le palais national et qui a constitué son cabinet ministériel, d'être élu président d'Haïti à l'unanimité des 117 membres présents de l'Assemblée nationale le 17 décembre.

Le mandat

Le mandat commence sous les meilleurs auspices : les centaines d'exilés partis sous Tonton Nord reviennent, le procès de la consolidation se poursuit. Mais Antoine Simon doit trouver des solutions aux problèmes créés par les emprunts de Sam et les émissions de monnaie de Nord, qui ont amené le taux de change gourde/dollar à 900%. De plus, les ressources douanières tirées du café sont déjà engagées et le prix du campêche a baissé sur le marché international. Le gouvernement est contraint de faire un emprunt de 65 millions de francs auprès d'un syndicat de banquiers français, allemands et américains et monte une nouvelle banque, la banque nationale de la République d'Haïti (BNRH). Le président Simon semble féru d'innovations technologiques : bétonnage des rues de Port-au-Prince, éclairage électrique, compagnies de chemins de fer.

L'opposition à la signature du contrat de chemin de fer dit Mac Donald - qui sera chose faite le 5 août 1910 - sert de cheval de bataille aux partisans de Firmin et aux hommes du Nord. Les attaques se multiplient dans certains journaux et au parlement. Michel Oreste, Luxembourg Cauvin, Edmond Roumain, Pierre Frédérique, Rosalvo Bobo montent au créneau. Opposition sur le terrain ensuite. En février 1911, Ouanaminthe se révolte avec Davilmar Théodore et Mizaël Codio. La répression est féroce. Ouanaminthe prise en tenaille

est pillée et rasée pendant qu'à Port-au-Prince les hommes du Nord les plus éminents, comme Tancrède Auguste, sont arrêtés, des prisonniers tirés de leur cachot du pénitencier national sont fusillés. Le Conseil spécial monté à la fin des combats dans le Nord-Est prononcera plus de 60 condamnations à mort. Les vaincus, réfugiés à Dajabon, appellent Cincinnatus Leconte à leur tête et recrutent une petite armée interlope à la frontière pour relancer le combat. Ainsi renaît le mouvement caco qui emportera le gouvernement Simon, après quelques mois de combats.

Le monde extérieur

Ce sont les années où, du côté haïtien comme du côté américain, on a l'espoir de voir les capitaux américains transformer l'économie haïtienne, de sortir du cercle des négociants-consignataires européens, cantonnés par la force de la loi et des risques de toutes sortes dans le commerce d'import-export, et de recréer la grande plantation. Les plantations du belge Herremann existent à Bayeux mais font figure d'exception. On veut passer à une plus grande échelle. La création de la National Rail road of Haïti, couplant construction de chemin de fer et production de canne et de figue-banane est, pour certains, le premier pas dans cette direction. La nouvelle compagnie se heurte à l'hostilité des hommes d'affaires du Nord, membres, avec des actionnaires allemands et français, d'un consortium qui a déjà construit la ligne Grande Rivière du Nord/Cap - mais le contrat est signé. Un destin de République bananière semble se profiler à l'horizon.

Réf. : ORIOL, Michèle. VILAIRE, Patrick. WIESER, Corinne. *Chef d'Etat en Haïti, Gloire et misères, 1804-1986*. Réalisé par : Fondation pour la Recherche Iconographique et Documentaire et Archives Nationales d'Haïti.